

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20240402-lmc136886-AR-1-1
Date de télétransmission :	2 avril 2024
Date de réception :	2 avril 2024
Date d'affichage :	
Date de publication :	2 avril 2024



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° DE/2024/0268

abroge et remplace l'arrêté portant autorisation de création et de fonctionnement de l'établissement d'accueil du jeune enfant ' La Piccolina ' à Châteauneuf-Grasse

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code de la santé publique, Deuxième partie, Livre III, Titre II, chapitre IV « Établissements d'accueil des enfants de moins de six ans », notamment les articles L2324-1, L2324-2 et L2324-3 ;

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant ;

Vu l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage ;

Vu l'arrêté n° 202/2017 du 23 août 2017 de Monsieur le Maire de Châteauneuf-Grasse portant autorisation d'ouverture au public de l'établissement d'accueil du jeune enfant sis 46 chemin du Cabanon Les Villas du Lac à Châteauneuf-Grasse 06740 ;

Vu l'arrêté 2021-1184 du 17 décembre 2021 portant sur l'autorisation de création et de fonctionnement de la micro-crèche « La Piccolina » sise 46 chemin du Cabanon à Châteauneuf-Grasse 06740 ;

Vu le courriel de Madame la gestionnaire de la SASU « La Piccolina » sollicitant le changement de référente technique de la micro-crèche « La Piccolina » ;

Vu l'avis favorable émis par le service départemental de protection maternelle et infantile ;

Considérant la prise de fonction au poste de référente technique de Madame Anne-Lise VALDENER ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : l'arrêté 2021-1184 du 17 décembre 2021 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : la SASU « La Piccolina » dont le siège social est situé 46 chemin du Cabanon à Châteauneuf-Grasse 06740 est autorisée à faire fonctionner la micro-crèche dénommée « La Piccolina » sise à la même adresse.

ARTICLE 3 : le type d'établissement : crèche collective, établissement d'accueil collectif accueillant des enfants dans leurs locaux de manière régulière, occasionnelle et d'urgence.

ARTICLE 4 : la capacité de cette micro-crèche qui fonctionne en multi-accueil, est de 12 places.

ARTICLE 5 : L'âge des enfants accueillis est de 2 mois ½ à 3 ans et 5 ans révolus pour les enfants présentant un handicap.

ARTICLE 6 : l'établissement est ouvert du lundi au vendredi, de 07h30 à 18h30.

ARTICLE 7 : la référente technique est Madame Anne-Lise VALDENER, titulaire du CAP petite enfance, à hauteur de 0.20 ETP au minimum.

Le référent technique n'étant pas titulaire d'une des qualifications mentionnées au I de l'article R2324-34 ou à l'article R2324-35, le gestionnaire s'assure du concours régulier d'une personne répondant à l'une de ces qualifications à raison de dix heures annuelles auprès du référent technique et des professionnelles chargées de l'encadrement des enfants, dont deux heures par trimestre (article 2324-46-5 § I-2°).

L'effectif du personnel encadrant les enfants est constitué conformément à l'article R 2324-42 du code de la santé publique.

Un référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI) intervient dans la structure à hauteur de 10 heures annuelles dont 2 heures par trimestre au minimum (article R2324-39).

ARTICLE 8 : l'établissement assure la présence auprès des enfants d'un effectif de professionnels relevant de l'article R 2324-42 suffisant pour garantir :

- un rapport d'un professionnel pour six enfants.

ARTICLE 9 : le gestionnaire s'engage à respecter les exigences fixées par le code de la santé publique pour le type d'établissement concerné.

ARTICLE 10 : le gestionnaire s'engage à communiquer au Département toute modification qui interviendrait dans le fonctionnement de la structure.

ARTICLE 11 : en application des dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par envoi postal 18 avenue des fleurs, CS 61039, 06050 NICE cedex 1, soit par voie électronique (<https://citoyens.telerecours.fr>).

ARTICLE 12 : conformément à l'article R. 3131-2 du CGCT, le présent arrêté sera publié sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement.

ARTICLE 13 : Monsieur le Président du Conseil départemental et Madame la gestionnaire de la SASU dénommée « La Piccolina », sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au bulletin des actes administratifs du Conseil départemental des Alpes-Maritimes et notifié au demandeur.

Nice, le 2 avril 2024

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur de l'enfance

Annie SEKSIK